

sont tous des industriels millionnaires. Nous sympathisons avec eux, car même si des problèmes se posent dans l'Est, nous constatons que les cultivateurs de l'Ouest n'en sont pas moins éprouvés, à preuve le bill qui est présenté aujourd'hui.

Je dirai, en passant, qu'ils sont peut-être plus avantageux que nous en ce qu'ils bénéficient d'une loi spécifique, alors que les cultivateurs de l'Est n'ont pas encore réussi à faire adopter une mesure semblable. Je les félicite du travail qu'ils ont fait pour que les gouvernements adoptent des lois tendant à leur venir en aide dans les moments difficiles.

Comme le disait l'ancien chef de l'opposition (M. Diefenbaker), ce petit montant de \$600 est très mince, au regard des besoins des cultivateurs de l'Ouest. Au fait, c'est un peu comme les miettes qu'on donne aux cultivateurs de l'Est quand ils demandent de l'aide.

Monsieur l'Orateur, nous avons sans cesse répété au ministre de l'Agriculture (M. Olson), tout comme aux autres ministres, que lorsqu'il entend aider les provinces en consentant des prêts aux taux exorbitants d'intérêt que nous connaissons aujourd'hui, il ne s'agit plus d'aide, mais plutôt de corde pour pendre les cultivateurs. Si le gouvernement veut accorder de l'aide, qu'il procède donc comme il le fait avec les autres pays. On demande tout simplement que nos cultivateurs soient traités de la même façon que l'on traite les gens des pays étrangers, à qui l'on donne purement et simplement, à coups de 10 millions et de 100 millions, et ce au vu et au su de tout le monde. Quand on veut aider les autres pays, on donne, non pas comme le disait aujourd'hui le très honorable premier ministre (M. Trudeau), en impristant des dollars. Il faut mettre un terme à cette farce. On a recours au crédit, parce que l'on sait qu'aujourd'hui, 92 p. 100 de la masse monétaire est en crédit monétaire, et l'on vient encore brandir l'épouvantail de l'impression du dollar pour essayer de nous ridiculiser.

A mon avis, le peuple comprend aujourd'hui plus que le premier ministre et plusieurs de ses ministres la question de l'impression du papier-monnaie, parce que l'on sait que tout ce que le gouvernement émet, c'est du crédit. Qu'on cesse donc ces farces monumentales et enfantines au sujet de l'impression du papier-monnaie.

Comme l'ancien chef de l'opposition le disait, si l'on veut aider les cultivateurs de l'Ouest, qu'on leur verse une subvention et qu'on cesse de les obliger à s'endetter davantage. On aura ainsi trouvé, à mon avis, l'outil pour aider réellement tous les cultivateurs et non pas seulement ceux de l'Ouest.

J'ai été ébahi, tout à l'heure, lorsque l'ancien chef de l'opposition a dit que, l'automne dernier, les cultivateurs de l'Ouest avaient vendu du blé à 98c., \$1, \$1.25 et \$1.90 le boisseau. On en apprend tous les jours et c'est en écoutant les producteurs de l'Ouest qu'on se rend compte qu'ils éprouvent les mêmes difficultés que nous, lorsque nous sommes obligés de vendre notre production de pommes de terre à 55c. ou 60c. les 50 livres, en automne.

Le producteur qui a fait des sacrifices pour produire un boisseau de blé va recevoir \$1 ou \$1.10, et nous, dans la province de Québec, nous allons payer ce même blé \$6.90, \$6.95 et \$7.25 les 100 livres. Peut-on concevoir que nous payons actuellement la farine \$10.75 les 100 livres?

Monsieur l'Orateur, puis-je vous signaler qu'il est une heure?

[Traduction]

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, je vous prie. Comme il est une heure, je quitte le fauteuil jusqu'à deux heures.

(La séance est suspendue à 1 heure.)

Reprise de la séance

La séance est reprise à deux heures.

[Français]

M. Gauthier: Monsieur l'Orateur, avant l'ajournement, je disais que le bill C-162 constituait une preuve de plus que les cultivateurs de l'Ouest sont également aux prises avec certains problèmes qui, s'ils sont différents, au niveau de la production, ne le sont pas du tout au niveau des besoins, parce que les cultivateurs de l'Ouest, comme ceux de l'Est, ont besoin d'argent.

On en revient toujours à la question d'argent. Le gouvernement veut aider une province, il veut aider les agriculteurs, mais où va-t-il prendre l'argent? C'est la première question que le gouvernement se pose.

Je veux répondre à cette question, aujourd'hui, monsieur l'Orateur, parce qu'on nous casse les oreilles avec cela en disant: Si l'on prend de l'argent d'un endroit pour le placer ailleurs, bref, si l'on veut en donner aux cultivateurs, il va falloir en prendre ailleurs. On l'a dit ce matin. Si l'on veut en donner pour le développement d'une ville, il va falloir en enlever à la grandeur de la province. Je demanderai tout simplement au gouvernement d'être logique et de prendre l'argent là où il le prend pour le donner aux pays étrangers.

Je lui demanderais où il a pris l'argent, dans le cadre du plan Colombo, par exemple,